

Parti libéral du Canada

Conseil canadien des Églises

Lutte contre la pauvreté au Canada

Le *Forum œcuménique sur la foi et la pauvreté* qui s'est récemment tenu sur la Colline parlementaire s'est achevé sur un engagement de tous les participants à faire de la lutte contre la pauvreté au Canada l'enjeu numéro 1 de ces élections.

Quelle mesure votre parti prendra-t-il en vue de faire adopter une loi fédérale historique de lutte contre la pauvreté qui garantit l'engagement et la reddition de comptes au niveau fédéral en termes de résultats avec des objectifs et des délais quantifiables, des indicateurs compréhensibles par tous et un moyen de contrôle et d'évaluation des progrès pour réduire la pauvreté?

<http://www.councilofchurches.ca/en/news-view.cfm?newsID=139>

http://www.councilofchurches.ca/documents/social_justice/Brief_FederalContributionEndingPoverty.pdf

Plus de 3,5 millions de Canadiens vivent sous le seuil de la pauvreté, dont plus d'un enfant sur dix. Le Parti libéral s'attaque de front à l'écart de la pauvreté. Un gouvernement libéral collaborera avec ses partenaires à tous les niveaux afin de mettre en œuvre un **Plan de réduction de la pauvreté** pour le Canada, un investissement de 5 milliards de dollars sur deux ans. Nous établirons des objectifs et des mesures pratiques pour les atteindre et définirons le rôle des partenaires. Les éléments clés comprennent : la stratégie canadienne d'apprentissage, notamment l'apprentissage et les soins des jeunes enfants, le passeport canadien d'apprentissage pour favoriser l'accès aux études postsecondaires et l'apprentissage pour les Autochtones; les soins familiaux; la revalorisation du bénévolat au moyen du Corps de service du Canada; la politique alimentaire nationale; et le cadre sur le logement abordable.

Ce sont autant de mesures pratiques, évaluées à plus de 5 milliards de dollars sur deux ans, qui auront une incidence positive, surtout si elles s'inscrivent dans un effort pancanadien visant à dynamiser nos communautés en luttant contre la pauvreté et l'inégalité. Elles contribueront aussi à renforcer l'économie à long terme.

Lutte contre la pauvreté à l'échelle mondiale

Le bilan du Canada en vue de satisfaire à l'objectif de 0,7 % au titre de l'aide publique au développement (APD) a été décevant, et malgré quelques gains récents, l'APD est actuellement gelée sous le seuil de 0,3 %.

Quel engagement votre parti prendra-t-il afin de faire tout le nécessaire pour réaliser les objectifs du millénaire en termes de développement, investir 0,7 % du Produit Intérieur Brut dans l'aide au développement d'une façon transparente et responsable, et annuler les dettes des pays pauvres sans conditions régressives?

<http://www.faithchallengeg8.com/pdfs/2010%20Interfaith%20Statement%20-%20English.pdf>

Dans le budget de 2010, le gouvernement Harper a sabré des milliards de dollars en fonds prévus pour l'aide publique officielle du Canada au développement (APD). Pour regagner le terrain perdu sous les conservateurs, les libéraux réinvestiront dans l'aide au développement et rééquilibreront ainsi nos dépenses en matière de priorités internationales.

Le gouvernement estime que le coût additionnel annuel de la mission de combat en Afghanistan s'élève à près de 1,7 milliard de dollars. Le directeur parlementaire du budget a signalé que ce coût était encore plus élevé que ce qui a été divulgué. Le coût additionnel de la mission d'aide à la formation de 2011-2014 s'élèverait quant à lui à 500 millions de dollars annuellement. Cela indique qu'un gouvernement libéral pourra réaffecter 1 milliard de dollars par année de manière à mieux rééquilibrer l'ensemble des dépenses en défense, en développement et en diplomatie. Pour plus de renseignements sur notre Stratégie des réseaux mondiaux, veuillez consulter notre plate-forme sur : www.liberal.ca/fr/plate-forme

Les conservateurs ont muselé et coupé le financement d'une longue liste d'associations de la société civile canadienne et d'ONG qui sont des partenaires essentiels dans ce large éventail d'activités de la société civile dans ce pays. Un gouvernement libéral cherchera à réparer les dommages causés par les réductions drastiques des financements voulues par les conservateurs. Cette relation transparente devrait reposer sur les normes qui sont à la base de la Loi sur la responsabilité sur l'aide au développement officielle, des nouveaux « principes d'Istanbul » et probablement de l'initiative sur la transparence en matière d'aide internationale.

Changements climatiques

La Terre, notre demeure, est un don du Créateur. Les répercussions des changements climatiques pénalisent les plus vulnérables qui en sont le moins responsables. La stratégie visant à promouvoir une croissance économique sans fin et des modes de vie consuméristes effrénés qui contribuent à des émissions plus élevées de GES doit être remise en cause et maîtrisée. Des pays riches comme le Canada doivent parvenir à une compréhension plus approfondie de l'interdépendance de la vie et prendre des mesures courageuses afin de prendre soin de la planète.

Dans le domaine des changements climatiques, quels plans votre parti mettra-t-il concrètement en œuvre afin de garantir que les températures moyennes au niveau mondial ne dépassent pas l'augmentation de 2° Celsius par rapport aux niveaux préindustriels.

Le Parti libéral du Canada partage le point de vue du Conseil canadien des Églises sur l'urgence de lutter contre les changements climatiques. Le Canada doit faire sa part du travail chez lui et à l'étranger afin d'atténuer les répercussions dévastatrices liées aux changements climatiques. Nous avons pressé les conservateurs de Harper d'appuyer une entente internationale ambitieuse qui maintiendrait la hausse globale des températures sous la barre de 2° Celsius. Par son obstruction gênante à la conférence de Copenhague et son invisibilité un an plus tard à Cancun, les conservateurs ont démontré qu'ils n'ont nullement l'intention d'aider à conclure une nouvelle entente internationale.

Un gouvernement libéral mettra sur pied un système de plafonnement et d'échanges - un mécanisme qui établira un plafond des émissions totales de gaz à effet de serre provenant des grandes installations industrielles et qui vendra aux enchères des permis d'émission aux entreprises qui pourront ensuite s'échanger ces permis entre elles en conformité avec la loi.

Un gouvernement libéral cherchera à réaliser une réduction de 80 % des émissions de gaz à effet de serre au-dessous des niveaux de 1990 d'ici à 2050. Pour nous assurer de nous en tenir à l'objectif, nous demanderons à un organisme consultatif indépendant, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, de recommander une série d'objectifs fondés sur la science, réalisables et de moyen terme.

Au lieu d'attendre le signal du Congrès américain pour agir, comme l'ont fait les conservateurs de Harper, un gouvernement libéral engagerait des pourparlers avec des interlocuteurs au sein de l'administration américaine et du Congrès sur des questions clés telles que le prix du carbone, la recherche et le développement liés aux normes et aux règlements, les technologies axées sur l'énergie propre, le développement coopératif du réseau électrique et les transports. Plutôt que de faire comme les conservateurs de Harper et laisser la politique canadienne entre les mains du Congrès, un gouvernement libéral agira dans l'intérêt des Canadiens.

Un gouvernement libéral collaborera aussi de façon responsable avec d'autres pays et des organismes multilatéraux afin d'assurer l'adoption d'une entente internationale sur les changements climatiques qui soit musclée et fondée sur la science.

<http://www.faithchallengeg8.com/pdfs/2010%20Interfaith%20Statement%20-%20English.pdf>

Rôle du Canada en Afghanistan

Nous croyons que Dieu désire la paix, tant en Afghanistan qu'au Canada. En termes d'engagement politique et de dollars dépensés, l'investissement militaire du Canada en Afghanistan réduit à la portion congrue notre soutien à des solutions diplomatiques au conflit, à la réconciliation des communautés, à la promotion des droits humains et au développement.

Les solutions non militaires à la résolution du conflit sont sans commune mesure avec les approches militaires poursuivies jusqu'à présent. Entre-temps, d'excellents principes sous-tendant d'importants efforts non militaires sur le terrain figurent dans le rapport consensuel le plus récent du comité spécial de la Chambre des communes sur l'Afghanistan.

Comment votre parti fera-t-il pour promouvoir la paix en Afghanistan, soutenir les Afghans à mettre en place des programmes de réconciliation et un gouvernement responsable au niveau local et dans les quartiers, et presser également la communauté internationale à poursuivre ses efforts sur le plan diplomatique afin de mettre un terme à la guerre?

http://www.councilofchurches.ca/en/Social_Justice/canada-afghanistan.cfm

La mission de combat en Afghanistan s'achève en 2011. Toutefois, l'objectif de base ne sera pas atteint. Le peuple afghan ne sera toujours pas en mesure à lui seul de se gouverner et d'assurer sa propre sécurité. Voilà pourquoi le Parti libéral appuie la mission d'aide à la formation de 2011-2014, et la poursuite du travail de développement. Le but de cette mission est d'aider le peuple afghan à se bâtir lui-même un meilleur avenir.

Dans la présence qu'il assurera après sa mission de combat, le Canada devra notamment jouer un rôle important sur le plan diplomatique et dans toutes discussions politiques concernant l'avenir de l'Afghanistan. Un gouvernement libéral désignera un envoyé spécial qui prendra part aux efforts de la paix dans cette région du monde, ce qui est un élément fondamental du volet diplomatique essentiel et que les conservateurs ont catégoriquement refusé de faire.

Comme nous l'avons toujours fait, nous continuerons à consulter un large éventail d'experts et d'intervenants sur tous les moyens d'amener la paix et la justice au peuple afghan, entre autres lors des comités parlementaires et grâce à des consultations bilatérales et multilatérales avec nos partenaires internationaux.

Un monde sans armes nucléaires

Dans une récente lettre de la part de différents responsables d'églises adressée, on peut y lire, « Nous ne pouvons pas imaginer comment l'on pourrait justifier l'utilisation d'armes nucléaires et en quoi celle-ci serait conforme à la volonté de Dieu, et nous devons en conclure, par conséquent, que les armes nucléaires doivent être également rejetées comme moyen de menace ou de dissuasion. »

Que fera votre parti pour réaliser la vision d'un monde dépourvu d'armes nucléaires, et réengager le Canada à poursuivre énergiquement l'élimination préventive de toutes les armes nucléaires.

http://www.councilofchurches.ca/documents/social_justice/peace-disarmament/Church_Leaders_Letter_on_Nuclear_Disarmament.pdf

Le Parti libéral a toujours été à l'avant-garde de la non-prolifération nucléaire. En 1969, le gouvernement de Pierre Trudeau a rejoint la communauté internationale en signant le Traité sur la non-prolifération (TNP) des armes nucléaires. Depuis, la position du Parti libéral est demeurée constante. Comme l'affirme la déclaration politique de 1999 du gouvernement libéral sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération : « Le Canada continuera à résister à toute tentative visant à valider les armes nucléaires comme une monnaie d'échange acceptable en politique internationale. »

Jusqu'à ce jour, l'objectif de notre parti demeure l'élimination complète des armes nucléaires.

Au sein de l'OTAN, les gouvernements libéraux étaient à l'avant-scène des efforts visant à garantir que l'Alliance continue à soutenir le régime global de non-prolifération. En décembre 2000, le Canada a réussi à s'assurer que l'OTAN adopte publiquement et explicitement les 13 mesures pratiques en faveur du désarmement extraites du document final de la conférence de 2000 chargée d'examiner le TNP.

En décembre 2010, nous avons voté au Parlement une résolution en vue de soutenir des « négociations pour une convention sur les armes nucléaires » visant à « déployer une initiative canadienne majeure et à portée mondiale pour soutenir la prolifération nucléaire et augmenter le taux de désarmement nucléaire ».

Un gouvernement libéral continuera à s'opposer à toutes les mesures qui accroîtraient la prolifération des armes nucléaires de par le monde et poursuivrait les efforts pour obtenir leur réduction. Sous les gouvernements libéraux, le Canada a été à l'avant-garde au niveau international dans la lutte visant à réduire l'usage de tous les types d'armement, des mines terrestres aux armes nucléaires, et nous poursuivrons nos efforts pour défendre cette tradition dont nous sommes fiers.

Convention sur les munitions à fragmentation

Quand et sous quelles conditions le Canada deviendra-t-il membre à part entière de la Convention sur les munitions à fragmentation en la ratifiant?

http://www.councilofchurches.ca/documents/social_justice/peacedisarmament/Cluster_Munitions_Letter.pdf.

Un gouvernement libéral ratifiera la Convention sur les munitions à fragmentation, qui continuent à blesser et à tuer des populations civiles, dont des enfants, des années après avoir été larguées. Alors que le gouvernement libéral a été un leader au niveau mondial sur le traité qui interdit les mines terrestres et l'a rapidement ratifié au Parlement, les conservateurs ont retardé et bloqué la ratification du traité sur les munitions à fragmentation.

Les conservateurs ont relevé Earl Turcotte de ses fonctions en tant que négociateur en chef sur les munitions à fragmentation parce qu'il était particulièrement dur dans les négociations du

traité et qu'il ne voulait pas transiger en faveur d'une interprétation plus souple des clauses du traité. Ce n'est qu'un exemple de plus dans une longue série de congédiements, ordonnés par les conservateurs, pour se défaire de responsables qui faisaient trop bien leur travail ou dénonçaient les méfaits des conservateurs.

En novembre 2010, Michael Ignatieff s'est exprimé en faveur de l'interdiction des munitions à fragmentation :

« Nous avons autrefois lutté pour interdire les mines terrestres. Maintenant, nous devrions lutter pour interdire les munitions à fragmentation, la prolifération nucléaire, le transfert des matières fissiles, et la toute dernière arme de guerre, l'enfant soldat. Quand l'actuel gouvernement a pris ses fonctions en 2006, l'une des premières choses qu'il ait faites a été d'éliminer du vocabulaire du ministère des Affaires étrangères des termes comme 'sécurité des personnes' et 'diplomatie publique'. »

Nous ne devrions pas nous en étonner de la part de Stephen Harper qui a déclaré en 2002 :
« En 1996 et en 1997, le Canada a activement défendu le traité sur l'interdiction des mines terrestres sans prendre en compte les inquiétudes des États-Unis...»

Traite des personnes

La traite des personnes est un phénomène en croissance au niveau mondial ainsi qu'au Canada, qui exploite et déshumanise les femmes. La question est complexe, revêt de multiples aspects et s'étend à tous les niveaux de compétence.

Quelle législation fédérale votre parti présentera-t-il afin de mieux empêcher, protéger, poursuivre en justice et conclure des partenariats pour mettre un terme à la traite des personnes au Canada?

http://www.councilofchurches.ca/documents/social_justice/Human_trafficking-background.pdf

Le Parti libéral et en particulier le caucus libéral féminin ont exigé que le Canada prenne des mesures plus fortes contre la traite des personnes. Un gouvernement libéral œuvrera pour des mesures et des actions plus énergiques.

Bien que les libéraux aient soutenu le projet de loi C-268 – le projet de loi d'origine parlementaire qui réclamait des condamnations obligatoires minimales de cinq ans pour la traite des personnes – nous irons plus loin. Les conservateurs croient que les problèmes seront résolus par la seule augmentation de la durée des peines d'emprisonnement. Ce n'est pas le cas. Cela nécessite une approche plus globale qui amènent les forces de police, les procureurs

et les organismes sociaux du monde entier à coopérer sur les questions de poursuite, de protection des victimes et de prévention.

Notre caucus féminin a rencontré les responsables du *Citizens' Summit on Human Trafficking at the Vancouver 2010 Olympic Games and Beyond* pour faire passer le même message de soutien et appuyer leur déclaration qui demande, entre autres choses, des moyens accrus pour mener efficacement cette lutte.

Prisons et services correctionnels

De nombreux chefs ecclésiastiques ont exprimé leurs inquiétudes parce qu'en cette période de coupures financières affectant d'importants services fédéraux, on propose une augmentation significative des investissements dans la construction de nouvelles prisons.

Augmenter les niveaux d'incarcération des personnes marginalisées est contre-productive et nuit à la dignité humaine.

Quels engagements votre parti prendra-t-il pour améliorer la sécurité publique dans les communautés saines qui soutiennent les personnes et les familles, prennent en considération les répercussions que peuvent avoir les politiques correctionnelles sur les plus défavorisés de la société, et misent sur les moyens les plus efficaces afin de restaurer la dignité humaine pour les personnes, les familles et les communautés où elles vivent?

www.ccjc.ca

L'approche étroite des conservateurs de Harper au sujet de la protection de nos communautés ne s'est souciée que de punir le crime et d'exploiter la peur. Le Directeur parlementaire du budget estime qu'à lui seul, l'un de leurs projets de loi sur la criminalité coûtera entre 10 et 13 milliards de dollars au gouvernement fédéral et aux provinces sur 5 ans afin de bâtir des mégaprison à l'américaine. Mais se concentrer exclusivement sur la construction de plus de prisons ne rendra pas nos communautés plus fortes ou sécuritaires. Cette approche a échoué aux États-Unis. Tout indique qu'il en faudra bien plus que des prisons.

Les conservateurs pensent que tous les problèmes peuvent être résolus en mettant plus de Canadiens en prison et en bâtissant davantage de mégaprison à l'américaine. Cette approche stupide envers la criminalité n'a pas connu de succès aux États-Unis et elle ne fonctionnerait pas non plus au Canada. Nous croyons qu'un gouvernement responsable investira à la fois dans l'emprisonnement et dans la prévention du crime, y compris en préparant les détenus à réintégrer la société avec succès afin d'éviter la récidive.

Le programme de justice proposé par les conservateurs comprend des dispositions pour une peine minimale obligatoire qui ont pour conséquence d'accroître de façon considérable la population carcérale. Le Parti libéral croit à l'importance des peines sévères pour les crimes

graves, mais cela ne signifie par pour autant que nous devions nous servir du modèle défailant de mégaprisons à l'américaine.